

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 529 17 janvier 1980
Dix-septième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 48 francs.

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C. C. P. 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro :
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
Jean-Pierre Ghelfi
Yvette Jaggi

Sécurité sécurité!

Fin de l'année de l'enfance. Laissons là les grandes perspectives pour nous limiter à un domaine concret, bien localisé et de plus directement maîtrisable: l'enfant et la circulation.

Le développement des villes s'est fait, se fait contre l'enfant; si les écoles sont mieux équipées, les crèches plus nombreuses, si d'une manière générale les enfants citadins disposent d'activités organisées variées, ils ont perdu la liberté de mouvement, la liberté toute simple de se mouvoir dans leur espace. L'appartement? Trop exigü et trop bruyant; la cour? un parking; le parc public? interdiction de marcher sur le gazon; la rue? dangereuse.

Cette rue qui fut le lieu de notre vie de gamin est devenue l'ennemi des enfants, une zone interdite. Chaque année en Suisse 3000 d'entre eux y sont blessés ou tués; un décès d'enfant sur quatre est dû à un accident de la circulation.

Pourtant l'année de l'enfance n'a pas vu se réaliser une mesure simple, qui, partout où elle a été introduite, a donné des résultats positifs: la limitation de vitesse à 50 km/h. Il faudrait au moins faire l'essai. Au vu des expériences on sait que:

- à 20 km/h les fractures de membres sont rares;
- à 30 km/h les accidents mortels sont rares;
- à 40 km/h les blessures à la tête peuvent être graves;
- à 50 km/h il y a plus de morts que de survivants;
- à 60 km/h les personnes âgées survivent rarement.

Pourtant le Conseil fédéral temporise car certains cantons boudent le projet. Fluidité du trafic oblige.

C'est que les morts de la route sont devenus notre pain quotidien, le tribut accepté d'un mode de vie; ils frappent moins notre sensibilité que les braquages de quelques gangsters qui hantent nos grandes villes. La revendication de sécurité renvoie aujourd'hui aux vols de sacs à main et aux hold-up, pas à la circulation qui tue; le convoyeur de fonds abattu, le bureau de poste cambriolé soulèvent notre indignation et nécessitent vengeance; l'enfant ou le vieillard tué sur un passage protégé est une fatalité facilement acceptée.

En même temps que le canton de Genève refuse un essai à 50 km/h, le Ministère public du bout du lac requiert et obtient une lourde peine contre un brigand italien, au nom de la sécurité. Toute une échelle de valeurs.

PS. Limiter sa vitesse à 50 km/h au maximum dans les localités, c'est bien; le faire savoir et comprendre aux autres usagers de la route en fixant à son véhicule l'auto-collant de l'Association suisse des transports, c'est mieux. Adresse utile: AST, Bahnhofstr. 8, 3360 Herzogenbuchsee.

DOMAINE PUBLIC

Merci!

Merci à tous les amis de «Domaine Public» qui nous ont déjà renouvelé leur soutien pour 1980. Un sérieux encouragement à poursuivre en toute liberté — pas de publicité, pas de subvention, on ne le répétera jamais assez! — cette tentative de presse critique.

Et les mutations techniques que vous avez peut-être notées en ce début d'année ne sont qu'un prélude vers d'autres améliorations... à suivre.

PS. Si vous aviez oublié, par malheur, de faire un cadeau: tous renseignements utiles en première page.

GENÈVE

Les vandales du centre-ville

Contraste, de la Suisse alémanique à la Suisse romande: à Zurich, 46% des habitants sont, d'après un sondage, opposés au parking sous la Limmat, 43% lui sont favorables. A Genève, au même moment, les lobbies conjugués de la voiture et du béton ont donné l'assaut au dernier bastion de résistance à l'automobile dans une ville défigurée. Le projet de parking de la Rôtisserie entre la Vieille Ville et les rues commerçantes — appelées Rues basses — remet en question le statut privilégié du centre de la ville, protégé par une mini-zone piétonnière et un règlement limitant toute construction de parking dans le périmètre dit de la «petite ceinture».

L'affaire est habilement menée: le luxueux prospectus de lancement annonce «un cœur neuf pour un vieux quartier», met l'accent sur les appartements, les ateliers destinés à l'artisanat, alors que le parking (645 places) occupera les deux tiers du volume projeté. Pas un mot, bien entendu, de la congestion qui frappera alors les rues étroites du centre de la ville. Congestion qui, inévitablement, aboutira à la suppression, en un deuxième temps, des voies en site propre, des transports en commun, puis à celle de la zone piétonnière.

Le projet a pris la forme d'une initiative populaire pour briser les résistances du Conseil d'Etat.

Déjà, l'Institut de la Vie et la communauté d'intérêt pour les transports publics (Citrap) ont manifesté leur refus.

Les partisans d'une ville vivable pourront-ils compter sur le conseiller d'Etat Fontanet (démocrate-chrétien) qui tout en poursuivant la construction de parkings en dehors de la «petite ceinture» est le premier magistrat qui, à Genève, croit dans les transports publics.

En face, la coalition est tout sauf négligeable. L'âme de l'entreprise en tant qu'animateur des principaux

commerçants intéressés est le député radical de Toledo, du Touring-Club, multimillionnaire propriétaire du grand magasin, la Pharmacie principale. A ses côtés, des alliés solides. Parmi eux, A. Galleras, président de la commission des monuments, de la nature et des sites, qui est l'un des architectes du projet (ladite commission s'est signalée lors des précédentes législatures en approuvant certains des projets les plus dévastateurs pour le domaine urbain, projets auxquels chaque fois, et comme par coïncidence, un de ses membres était associé à titre professionnel). Un autre membre de cette commission, le radical Pierre Georges est également partie prenante à l'entreprise par l'appui que l'association qu'il préside, celle des habitants de la Vieille-Ville, apporte aux promoteurs (dans les beaux quartiers, l'utopie écologique résiste difficilement à l'offre d'une place de garage à meilleur compte). D'autres alliés moins inattendus: l'ingénieur civil est le démocrate-chrétien Milleret, président du Grand Conseil genevois; le responsable juridique de l'opération, l'ancien conseiller d'Etat radical Gilbert Duboule.

Pour couronner le tout, lors de la présentation des plans, la «Tribune de Genève» leur consacrait des pages où l'argumentation rédactionnelle visait essentiellement à mettre en valeur celle des promoteurs.

Un premier accroc survient lors de la récolte des signatures indispensables. Les promoteurs sont riches, mais peu portés sur le militantisme. Qu'à cela ne tienne: on engage pour cette tâche du personnel temporaire. C'est malheureusement interdit par la loi; et le Département de l'intérieur doit ouvrir une information pénale. Ce qui amène le représentant de la Pharmacie principale à dénoncer ce qu'il tient pour «une attaque anti-démocratique visant à saboter l'initiative». Les signatures seront-elles annulées, faudra-t-il recommencer la collecte? Quoi qu'il en soit, l'initiative aboutira: le poids des intérêts en cause et les moyens à disposition le garantissent. Le corps électoral devra donc un jour ou l'autre se prononcer.

Et si les opposants mettaient à profit le temps disponible pour utiliser l'arme économique? Les promoteurs de l'initiative ne sont pas des citoyens comme les autres, ce sont des commerçants, et parfois de gros commerçants. Est-il utopique de mobiliser l'ensemble des écologistes pour les pénaliser, à travers des slogans comme «J'aime Genève, je n'achète pas au centre-ville» (en écho au slogan officiel, «J'habite Genève, j'achète à Genève»); d'identifier l'image commerciale de la Pharmacie principale à la politique destructrice? Cela mérite en tout cas réflexion.

LE GRAIN AU POING

Céréales mondiales: la filière helvétique

Il y a Carter, et il y a les affaires. Kaboul est loin, et Moscou paye bien. Alors, l'arme alimentaire, le boycott des céréales, le grain au poing, tout cela n'aura sans doute guère d'effet au-delà des frontières US, celles à l'intérieur desquelles on élit le locataire de la Maison blanche.

Certes, la bourse aux céréales de Chicago, fermée pendant deux jours, a réouvert le 9 janvier sur les cours-planchers. Mais, dans le même temps, sur la place de Winnipeg comme sur les marchés européens de Londres et Rotterdam, les transactions se poursuivaient dans une relative sérénité.

Certes, les pays exportateurs de céréales ont eu un assez joli mouvement d'ensemble pour soutenir la décision de Carter; même le président Frazer, lui aussi au seuil d'une année électorale, a entraîné l'Australie dans la grosse bouderie commerciale lancée par l'ex-marchand de cacahuètes. Mais cette unanimité ne trompe guère, car il y a des failles dans le système.

La Suisse par exemple, haut-lieu mondial d'une tolérance financière et monétaire, maintenue à la faveur d'un statut de stricte neutralité politique et d'une position géopolitique très intéressante, no-

tamment pour le commerce est-ouest. Or donc, un tiers environ du commerce mondial des céréales passe par notre pays, non pas physiquement bien sûr, mais « fiduciairement », — sur le papier donc. La filière helvétique est plus importante encore pour les transactions avec l'Union soviétique: sur les 17 millions de tonnes que les USA ne livreront pas à l'URSS, sept environ (plus des deux cinquièmes) auraient dû être vendus par des sociétés domiciliées en Suisse, pour une valeur estimée à un milliard de dollars.

Ces sociétés, peu connues du grand public, opèrent sur notre territoire pour le compte de multinationales, américaines surtout. On retrouve donc par exemple à Genève la Tradax, filiale du premier groupe mondial du commerce des céréales, la Cargill Inc., considérée comme la championne toutes catégories de l'apport à la balance des paiements des Etats-Unis; propriété des familles Cargill et McMillan, la Cargill est la plus importante société privée des USA, connue pour ses interventions en faveur des politiciens du Minnesota (H. Humphrey était maire de Minneapolis, siège de la Cargill), et surtout aux côtés de Nixon, après comme avant Watergate.

A Genève, se trouve aussi la Continentale, liée à l'autre géant céréalier du monde, la Continental Grain, toujours propriété de la famille Fribourg, qui a fondé l'entreprise en 1813. Moins diversifié que la Cargill, le groupe Continental Grain n'est présent que dans une dizaine de pays étrangers, où il se concentre sur le grain et la volaille. En Suisse, la Continental Grain entretient en outre une société spécialisée dans les opérations sur les marchés des matières premières: la Conticommodities, l'une des quelques firmes sérieuses dans les placements hautement spéculatifs effectués sur les marchés à terme.

Et, bien sûr, il y a la maison André & Cie, entreprise mondialiste, familiale et secrète comme on peut à peine l'imaginer pour une société centenaire d'une telle importance. Négociants inlassables, les André, Pasche et autres Cuendet, achètent et vendent de tout, et d'abord des céréales, à presque tous, y

compris à Moscou, où ils entretiennent une représentation permanente. Non sans prudence, la maison André a toujours évité de s'engager sur de trop gros contrats céréaliers, se limitant aux livraisons de 500 000 tonnes au plus. Elle observe donc avec calme l'effet des mesures prises à Washington. Cela ne signifie pas que toutes les sociétés commerciales en Suisse en feront autant. Et rien n'indique que, parmi les filiales américaines en Suisse, le zèle soit moins grand chez les marchands de grains que chez les banquiers. On se souvient que les banques américaines en Suisse avaient bloqué en novembre dernier, sur simple télex cablé de New York, les avoirs des citoyens iraniens déposés chez elles. Les banquiers sont gens respectueux de l'ordre, les commerçants préfèrent faire preuve de « dynamisme ». On n'arrête pas le business avec un coup de gueule.

TRAVAIL

Le stress de la chimie

La chimie bâloise se porte bien, merci. Du point de vue patronal s'entend, c'est-à-dire en termes de chiffre d'affaires, de bénéfices et de parts du marché.

Un quotidien de Bâle, la « Basler Zeitung » a eu l'idée en fin d'année de donner la parole aux présidents des commissions ouvrières des trois grands, Ciba-Geigy, Sandoz et Roche. Une fois n'est pas coutume.

Dans le camp des travailleurs l'optimisme est plus modéré: ces derniers vivent concrètement le prix de la réussite de ces multinationales. Le travailleur de la chimie, c'est un peu le baron au sein de la classe ouvrière suisse: salaire, conditions sociales et vacances sont plus favorables que pour les salariés des autres branches économiques. Et pourtant...

A Ciba, le souci principal de la commission ouvrière

porte sur la surcharge croissante de travail provoquée par la rationalisation et la réduction des effectifs: en cinq ans le nombre de salariés soumis à la convention collective a passé de 4800 à 4000. « Les gens sont aujourd'hui plus rapidement malades, usés. Nous avons déjà des quadragénaires qui sont envoyés à la retraite pour des maladies du dos. De tels cas sont de plus en plus fréquents ». Si les conditions de travail ne sont pas seules en jeu, le président de la commission insiste sur le fait que le bruit et la poussière pourraient être réduits dans les ateliers.

Le représentant des travailleurs de Sandoz mentionne également la tension due au rythme et à la quantité de travail: « Actuellement un seul travailleur réalise les mêmes prestations effectuées par trois ou quatre ouvriers à l'époque de la haute conjoncture ». Les postes vacants ne sont pas réoccupés, ce qui provoque un vieillissement des effectifs; en cinq ans l'effectif a passé de 3400 à 2980 travailleurs soumis au contrat collectif. Les mesures de rationalisation touchent surtout les travailleurs les plus âgés qui sont affectés à des machines dont ils ne maîtrisent ni le rythme ni la technique. « Aujourd'hui c'est la machine qui fait le travail noble et l'homme le travail pénible ». Concrètement cela signifie des douleurs lombaires, l'usure des articulations, la nervosité, des troubles auditifs. La crainte d'un déplacement à une nouvelle machine crée des situations d'angoisse. D'autre part l'entreprise pousse fortement au recyclage, ce qui réduit le temps libre des travailleurs.

Chez Roche, les problèmes ne sont pas tant d'ordre matériel, déclare le président de la commission ouvrière. « Nous avons des ateliers qui sont surchargés. On y produit plus avec moins de monde ». La pression physique et morale a augmenté de manière considérable; les travailleurs viennent consulter la commission pour des maladies de cœur, des maux de dos, des problèmes psychiques. Et l'entreprise refuse des emplois à mi-temps pour ces travailleurs.

Demain, c'est déjà aujourd'hui

La croissance. Vous avez dit la croissance? Quelle croissance? Au bénéfice de qui, la croissance?

En ces premiers jours de 1980, voici que l'on annonce qu'en cette année bénie ce ne sont pas moins de 118,4 kilomètres d'autoroute qui vont être ouverts. Voici que les entrepreneurs suisses croient pouvoir annoncer une «croissance» dans le domaine de la construction jusqu'en 1983, avec, à la clef, une «légère progression de la construction de logements jusqu'au milieu des années quatre-vingt». Voici que les «milieux autorisés», se gargarisant de la «capacité de résistance et d'adaptation de l'économie suisse», prévoient que le Suisse persévérera dans la «légère croissance» qui s'est amorcée en 1977. On pourrait multiplier les exemples. Rapportez-vous aux communiqués publiés avec zèle par votre quotidien préféré!

Ces pronostics plutôt sereins vous plongent-ils dans l'optimisme?

En définitive, cette «croissance» à venir suffit-elle à prouver que notre société est sur la bonne voie? Beat Kappeler (aujourd'hui secrétaire de l'USS) décortiquait, en 1973, les ressorts de cette croissance-là, en montrant les méfaits prévisibles, lançait aussi quelques utopies pour un autre avenir. Nous y revenons dans le dernier numéro de DP. Aujourd'hui, nous faisons le point, sept ans après. (Réd.)

1973-1978: au mieux ce fut du surplace

Esquissant donc, il y a sept ans, quelques projets et utopies pour une «société meilleure», Beat Kappeler fondait son argumentation sur un grand nombre de

données chiffrées. Elles lui permettaient notamment d'avancer l'idée d'une «croissance mortelle».

Sept ans plus tard, il est évident qu'aucune des réflexions prospectives de Beat Kappeler n'a été prise en compte par la Suisse officielle.

Notre pays est trop embourbé dans ses préoccupations pratiques et immédiates pour se permettre, fut-ce un instant de rêve.

Rêverait-il d'ailleurs, qu'il y a tout lieu de penser que son idéologie profonde le conduirait vers d'autres rivages — ceux du passé, ceux du «libéralisme» économique où l'Etat ne «socialisait pas à froid» la vie publique, comme elle le fait aujourd'hui selon les chantages de l'économie de marché...

Il y a les idées. Mais il y a aussi les faits! En l'occurrence les statistiques (les rares que nous avons à disposition). A priori, n'est-il pas raisonnable de penser que les tourbillons politico-économico-monnaïres de ces dernières années ont modifié les références sur lesquelles Beat Kappeler s'appuyait? Bref, la situation se présenterait aujourd'hui autrement qu'il y a sept ans.

Dans la mesure du possible, nous avons tenté d'actualiser les séries statistiques utilisées par Kappeler. Et les surprises ont succédé aux surprises. Suivez-nous dans quelques secteurs particulièrement intéressants et significatifs!

ENERGIE: ON PILOTE À VUE

A tout seigneur tout honneur, d'abord, l'énergie. Là, il y a un mieux, apparemment. Willi Ritschard n'a pas inauguré une nouvelle centrale tous les trois ans, comme le prévoyait M. Bonvin. Et M. Schlumpf ne le fera pas davantage, semble-t-il.

Mais ce «mieux» n'a pas été choisi par nous, sur la base d'un programme énergétique cohérent, à long terme, démocratiquement débattu et décidé. L'évolution enregistrée nous a été largement imposée. Par l'OPEP, qui a en moyenne décuplé ses prix depuis

1973 (le prix du baril était fixé à 2,6 dollars en 1972). Par les craintes, aussi, inspirées par le nucléaire.

Les pays industrialisés pilotent à vue entre ces deux éléments; et la Suisse ni plus ni moins que les autres. La limite prévisible est exclusivement commerciale. A en croire différentes études, d'autres formes d'énergie, classiques ou nouvelles, (re)deviennent rentables à partir de 35 à 40 dollars le baril de pétrole. Nous nous rapprochons à vive allure de ce prix. Le marché, comme on dit, plus que des choix politiques délibérés, modèleront l'avenir en élargissant, en diversifiant les sources d'énergie — les «économies d'énergie» et les «meilleures utilisations des énergies existantes» sont considérées, par simplification, comme faisant partie intégrante de cette diversification.

PRODUCTIVITÉ: EN DÉPIT DES CRIS...

Un autre indicateur intéressant, une notion très délicate à utiliser et pourtant un des critères importants dans l'évaluation de notre mode de vie, la «productivité».

Les utopies boulimiques décrites par Kappeler sont fondées sur une hausse moyenne, pour une longue période, de quelque 3% de la productivité. La mesure de l'évolution de cette grandeur-là depuis 1973 n'est pas aisée, c'est le moins qu'on puisse dire! D'une part l'indice suisse de la production industrielle ne saurait être considéré comme un indice de la productivité; d'autre part le nombre des postes de travail a fortement diminué pendant ces sept dernières années.

Prenons deux points de repère qui devraient nous faciliter la tâche!

L'OCDE établit son indice de productivité en calculant le rapport du produit national à l'emploi. Pour la Suisse, le produit national en «francs constants» (donc, élimination faite de l'inflation) est le même en 1972 et en 1978. Pendant ces six années, l'indice de l'emploi établi par l'OFIAMI a reculé de 12%.

L'OCDE dirait donc que la «productivité» en Suisse a augmenté pendant cette période de 2% par an.

Deuxième point de repère. L'horlogerie est l'un des secteurs économiques les plus touchés par la récession et la hausse du franc. Le nombre de pièces exportées (près de 80 millions de montres, mouvements, chablon et ébauches) est pratiquement le même pour 1972 et 1978. Entre ces deux dates toutefois, l'emploi, toujours selon l'OFIAMT, a reculé de 27%. Il en découle une amélioration de la productivité de 4,5% par an en moyenne. Et le pourcentage serait bien sûr plus élevé si on comparait la valeur des exportations horlogères (hausse de quelque 20% entre 1972 et 1978) à l'emploi!

Ces longs développements pour montrer qu'en dépit de la récession, des cris de douleurs du patronat et des silences des services officiels, la «productivité» a continué de progresser ces dernières années.

Au total, parallèlement, on le sait, l'évolution des salaires n'a guère permis dans l'ensemble que de maintenir le pouvoir d'achat — compte tenu de la progression «à froid» des impôts.

Et cette dernière touche pour compléter le tableau: la durée moyenne du travail dans l'industrie a baissé

de 0,5% en six ans, passant de 44,4 heures en 1972 à 44,2 heures en 1978...

Les gains de «productivité», direz-vous, ont pourtant bien dû passer quelque part. Schématiquement — parce que c'est une autre histoire! — il faut aller regarder du côté de la hausse de la valeur du franc et de ceux qui, détenteurs de biens réels, de capitaux, sont à même de tirer parti et profit de cette hausse. Dans tous les cas, pour revenir à notre propos, les gains de «productivité» n'ont nullement été «utilisés» pour revaloriser la qualité du temps de travail. Les échos qui proviennent des entreprises — il s'agit là d'une impression générale, les exceptions existent — font plutôt penser que les conditions se sont encore dégradées. En tout état de cause, les gains acquis n'ont pas davantage permis d'augmenter la durée du temps libre. C'est la constatation essentielle à ce chapitre.

L'AVIATION EN PLEIN BOOM

Passons maintenant à l'examen de quelques secteurs industriels clés!

L'aviation, en premier lieu. Son essor, manifestement, ne se dément pas. Là, pratiquement, aucune conséquence «fâcheuse» de la récession: la stagna-

tion enregistrée en 1974 et 1975 sur le trafic de l'Atlantique Nord a été compensée par des augmentations sur les autres régions du monde. Les pronostics des professionnels pour les années 80 sont basés sur une croissance annuelle de 6 à 8% du trafic global.

La statistique du trafic de lignes des aéroports de Kloten, Cointrin et Bâle-Mulhouse, pour les périodes d'été (avril à octobre) prend en compte 4,9 millions de passagers en 1972 et 6,6 millions en 1978 (passagers en transit non-compris). Cette augmentation de 1,7 million de personnes en six ans représente une hausse annuelle de 5,7%...

LA PRESSION AUTOMOBILE

Toujours dans le domaine des transports, *les voitures!* Le parc helvétique des véhicules à moteur (voitures de tourisme et véhicules utilitaires seulement) a passé de 1,719 millions en 1972 à 2,343 millions en 1978. Soit une augmentation annuelle de 6%, très exactement. Pour les véhicules utilitaires, on note même une hausse de 13% par an pendant la période considérée. Ce doit être, ici aussi, notre manière

SUITE ET FIN AU VERSO

Chacun chez soi

En exergue, le problème posé par l'habitation en général. Notons-le tout de suite: la parcellisation de la propriété et de la construction a fait des «progrès», de 1972 à 1978, qui dépassent toutes les espérances!

En 1972, on avait construit en Suisse 12 200 habitations individuelles représentant autant de logements, et 6700 habitations collectives comprenant 61 400 logements.

En 1978, le nombre des maisons individuelles — qui était tombé à moins de 8000 en 1976 — s'élève à 12 900 et dépasse donc de peu le niveau de 1972. Les habitations collectives sont en revanche en diminution presque constante: on atteint la cote 3200 en 1978, soit 21 500 logements!

En 1972, pour une villa, on construisait cinq appartements locatifs. En 1978, toujours pour une villa, on ne bâtit qu'à peine deux logements locatifs. Et les statistiques pour le premier semestre 1979 confirment cette tendance.

L'idéologie en place fonctionne à plein, et

aujourd'hui mieux encore qu'auparavant. Chaque Suisse qui en a les «moyens» veut sa maison individuelle bien à lui, avec tondeuse à gazon, garage double ou triple (faut prévoir!), minable petite piscine, tous les équipements ménagers (en réservant déjà la place pour ceux qui ne sont pas encore sur le marché).

C'est ainsi que se met en place l'aménagement du territoire, le contrôle du prix des terrains et une organisation cohérente des transports. C'est ainsi que s'ébauchent de nouvelles formes d'existence et de rapports sociaux: des centaines d'expériences communautaires... chacun chez soi.

1973-1978: au mieux ce fut du surplace

bien à nous de mettre en place une politique suivie et réfléchie qui favorise les transports publics!

POLLUTION: ÇA SE COMPLIQUE

Tout naturellement, glissons maintenant de l'automobile à la pollution. Il faut le dire d'emblée: un tableau un tant soit peu complet des multiples formes de pollution serait vraiment trop long dans ces colonnes. Renvoyons donc le lecteur intéressé au numéro 98, mai 1979, de «L'Observateur de l'OCDE» qui contient de nombreuses informations... utiles.

En bref, les données à notre disposition permettent de constater que si, aux dires des experts, certaines formes de pollution semblent diminuer, il ne s'agit

souvent que des pollutions les plus visibles, les plus faciles à combattre, les moins coûteuses. En revanche, les recherches menées ces dernières années sur les atteintes au milieu naturel ont mis en évidence de nouvelles pollutions ou «formes» de pollution, ainsi que des combinaisons compliquées de pollutions simples.

Guérir semble impossible. Alors, prévenir! Mais qui, dans un système d'économie libérale, peut sérieusement prétendre pouvoir et vouloir prendre les initiatives nécessaires. Personne. Soyons clairs: les discours bien intentionnés servent à masquer une volonté farouche de maintien du «statu quo». S'accrocher à la sacro-sainte «liberté du commerce et de l'industrie» et en même temps mettre un frein sérieux à la pollution engendrée par le trafic automobile? Allons donc!

PERSONNE NE SERA DUPE...

Au total, personne, pensons-nous, ne sera dupe. Se lancer dans un travail tel que celui-ci, fondé sur une

supersoniques sont interdits. Argovie a interdit les bateaux à moteur. Les traîneaux à moteur sont pratiquement inconnus. A Zermatt, aucune route n'est accessible à l'automobile; Arosa impose l'interdiction de circuler la nuit, et dans le centre des villes, des quartiers sont réservés aux piétons. L'appel de nouveaux travailleurs étrangers a été gelé. L'afflux de devises étrangères a été repoussé. Les crédits sont limités, la vente de terrains à des étrangers est interdite. Les lois sur la protection des eaux, l'inspection des fabriques ont une influence sur le procès de production lui-même.

Toutes ces mesures sont cependant prises à la hâte et sous la pression, elles restent sans cohérence. La limite désirable de la croissance n'a pas été clarifiée.

relecture des utopies esquissées par Kappeler il y a seulement sept ans, c'est d'abord se rendre compte que non seulement aucun des projets envisagés n'est en voie de réalisation et ensuite constater qu'au mieux nous faisons de «surplace». Cela bien sûr, sous le signe rassurant de la croissance!

En fait, le sentiment que nous régressons s'impose progressivement, au fur et à mesure de l'actualisation des chiffres et des pourcentages établis en 1972/1973.

... C'EST LA RÉGRESSION

Beat Kappeler parlait dans ses textes des lois qu'il voyait imminentes, comme celle touchant à l'aménagement du territoire, celle portant sur la protection du milieu naturel. Début 1973, il pouvait en effet (presque) légitimement penser qu'«il en sortirait quelque chose», comme on dit, que l'une ou l'autre de ces législations pourrait servir à modeler l'avenir, à nous détourner d'une «croissance mortelle».

Que dire, début 1980? A supposer que le premier projet de loi sur l'aménagement du territoire ait pu déboucher sur des normes concrètes, on sait que le texte finalement adopté ne modifiera que peu la situation actuelle. Pourquoi se presser, d'ailleurs? Dans quelques années, il ne sera plus nécessaire d'«aménager» un territoire qui aura été tout occupé! Quant à la loi sur la protection du milieu naturel, qui «sort» avec sept ans de retard, nous ne pouvons que lui souhaiter tous nos vœux (c'est de saison)... devant les Chambres fédérales.

Au sens propre, nous n'avons pas régressé puisque nous avons poursuivi sur le même chemin. C'est donc en regard des utopies que nous avons régressé. Il n'empêche: le bilan est là. Rien de ce que Kappeler dessinait comme un avenir meilleur n'est réalisé, ni même esquissé; et tout ce qu'il tenait pour néfaste et dommageable s'est produit, continue de se produire.

Les canaux de la liberté

La Suisse a fait l'expérience d'une série de renonciations ou de limitations de la croissance qui sont dues à la petitesse des choses.

Depuis 1902, le domaine forestier est protégé, un peu partout des collines doivent être reboisées (résultat: un quart de la Suisse est couvert de forêts). La chasse et la pêche sont contrôlées par l'octroi de permis, lesquels sont hélas souvent rationnés par des prix élevés plutôt que par la preuve du «besoin». De nombreuses régions protégées, au nombre desquelles le «Parc National» ont été épargnées. De plus en plus de communes limitent le droit de construire par des plans de zone. Les vols de nuit et les vitesses

Le français et le jargon

Vers la fin de l'année passée, je prenais part avec quelques collègues à une séance de présentation du fameux *Maîtrise du français*, qui va présider désormais à l'acquisition de la langue maternelle dans les classes primaires du canton de Vaud.

Tout d'abord un peu rebuté par le *jargon*, par les «activités langagières» dont il était question; par les «situations de communication», et par les «phonèmes» et par les «graphèmes»...

Réfléchissant toutefois que «de mon temps», le jargon n'était peut-être pas moins provocant, et qu'il n'est pas sûr que la grammaire *Maquet et Flot* que subit mon enfance fût supérieure à la nouvelle grammaire...

Emu — eh oui: ému — en voyant tel film tourné dans une classe d'école primaire (en *vidéo*): tant de bonne volonté, tant d'élan, et en fin de compte des résultats que j'aurais été bien incapable, quant à moi, d'obtenir!

Tout de même un peu inquiet en lisant ceci:

«On partira, chaque fois qu'il est possible, des productions verbales de l'enfant. Il s'agit, par rapport à la méthode en vigueur jusqu'ici, d'opérer un renversement. A une démarche qui ignore la langue de l'enfant et se réfère aux seuls modèles de la langue écrite, on oppose une pédagogie qui explore *tous les moyens d'instaurer la communication orale et écrite dans la classe, c'est-à-dire de faire vivre la langue française comme moyen d'échange*; une pédagogie qui part des variétés du français maîtrisées par l'enfant et vise à en augmenter le nombre...» (p. 3) Inquiet parce que j'avais sous les yeux quelques exemples de «productions verbales» de l'enfant, apparemment spontanées — juste sous les yeux, gravées dans le bois du pupitre:

«Denis T. aime / adore (les deux verbes séparés par un cœur transpercé d'une flèche) Noëlle J.»

Puis, à ma droite, gravé vraisemblablement par le voisin:

«Denis T. est con est une merde un petit salopard un crâneur.»

A ma gauche, enfin, gravé par l'autre voisin:

«T. est con. C'est un pauvre con qui lècherait la couille de...» (suivait un nom propre illisible)!

Des écrits «bruts» ou je ne m'y connais pas!

(Pendant ce temps, l'un des conférenciers se livrait à quelques considérations sur la créativité et la parole spontanée chez l'enfant, de très belle venue...)

Inquiet aussi parce qu'on verrait mal un maître de ski partir des façons spontanées du skieur débutant pour peu à peu élargir... Qu'au contraire, on soulignera l'importance qu'il y a à ne pas prendre de mauvaises habitudes, des «plis», etc.

(Il est vrai que comparaison n'est pas raison.)

Inquiet encore par le fait qu'on me présentait à moi, dont les élèves ont de 16 à 19 ans et une fâcheuse tendance à être surdoués, une méthode destinée aux écoliers de 7 à 11 ans — et qu'on l'illustrait entre autres par un film montrant le travail (remarquable

en soi) accompli par des élèves de 15 à 16 ans, dont on nous dit qu'ils étaient presque des «caractériels»... Me demandant donc s'il n'y avait pas là le signe de quelque confusion d'esprit.

Inquiet enfin et surtout par le rôle important semble-t-il de la *machine*, de la *vidéo*, c'est-à-dire par des moyens techniques que l'immense majorité des intéressés n'auront pas à disposition par la suite et qui sont détenus souverainement (et nécessairement, je le crains) par le Pouvoir quel qu'il soit... «Mais attendons la suite», écrivait Lafontaine.

«Comme il disait ces mots...»

J. C.

NB. Jeanlouis Cornuz s'exprime, comme d'habitude, en toute liberté dans ces colonnes. Autant vous dire tout de suite, pourtant, que ce «carnet» ne recouvre pas l'avis d'une bonne partie de la rédaction de DP! Dans le prochain numéro donc, une prise de position reflétant un point de vue tout à fait différent sur ce sujet très controversé. (Réd.)

BAGATELLES

Grandeur et décadence de Mao. Dès son numéro 42, le périodique «Roter Prolet» (prolétaire rouge) élimine le nom du Chinois de son titre, ne conservant que Marx, Engels, Lénine et Staline. Du côté des rédacteurs de l'organe du Mouvement communiste/marxiste-léniniste, une inclinaison accrue vers les théoriciens albanais?

* * *

Les organisateurs parisiens des représentations du Théâtre Bolchoï de Moscou comptent sur la présence de lecteurs de la «NZZ» puisqu'ils insèrent de la publicité pour ce spectacle dans le quotidien zurichois.

* * *

Quatre «grands» politiques mettent «le paquet» à l'occasion des élections au Grand Conseil de Bâle-Ville: sur les 17 formations ou groupements se

signalant à l'attention des électrices et électeurs, seuls les radicaux, les démocrates-chrétiens, les socialistes et les Organisations progressistes présentent des listes complètes.

* * *

La liste des membres des conseils d'administration éditée par Orell Füssli (arts graphiques) devient annuelle; son tirage augmente. Plus de 100 000 «administrateurs» de tous poils suisses ont reçu une circulaire de la part de OFA leur donnant l'occasion de vérifier et, le cas échéant, de rectifier les indications les concernant, à paraître dans la prochaine édition.

* * *

Un journal pour cinq francs. C'est en effet à ce prix que les droits d'édition du journal «Der Könizer» ont été adjugés lors d'une vente aux enchères de l'Office des faillites de Berne; ce jour-là aussi, une revue gastronomique a vu son titre vendu six francs. Tout passe...

NOTE DE LECTURE

Un milliard pour commencer

Deux maisons sur trois avec des panneaux solaires: c'était à Pasadena, en 1897...

« We do it! What?

Reduce your fuel bill 40 per cent. Let us demonstrate it to you.

The Climax Solar Water Heater Co., 125 S. Broadway.»

C'était en 1900, dans un journal de Californie du Sud (le texte n'indique pas lequel).

Révolutionnaire?

Pas du tout.

Un utilisateur expliquait: «Everybody had one. It was thing of the time because it made sound economic sense».

Et il y en a douze pages, avec croquis, plans, photos, portraits, prix, interviews, tout ce qu'il faut, pages 52 à 63 de «Soft - Tech» (Edited by

J. Baldwin & Stewart Brand. Penguin Book. 1978).

On rêve?

Tout y est. L'essentiel de la technique, des arguments économiques, écologiques. Tout. Nous n'avons rien inventé. Une fois de plus. Le premier brevet a été déposé en 1891.

Qu'est-ce qu'on fait: on rit ou on pleure? Au train où vont les choses...

Ce n'est pas dix, vingt ou cent millions qu'il faudrait investir, chaque année, dans les économies d'énergie et les ressources autochtones, c'est *au moins un milliard*. Sinon nous ne pourrions même pas réchauffer nos fayots pendant la troisième guerre mondiale. Avis à M. Schlumpf.

Autre chose, encore plus marrant.

Pages 94 et 95 de «The military Balance 1979-1980», publié par l'International Institute for Strategic Studies (23, Tavistock Street, London WC2E 7 NQ), on trouve la liste de 64 pays et de leurs dépenses militaires. Total pour 1979: environ 600 milliards de dollars.

On respire: ça ne fait jamais que 900 milliards de francs suisses ou 1800 milliards de sucettes à cinquante centimes ou 360 mêmes sucettes par an pour chaque habitant de la planète. Juste de quoi crever de faim avant même d'attraper de sales caries.

Gil Stauffer

PS. «Les derniers, les premiers — De la lèpre au développement rural en Inde», de Jean Buhler. Les derniers des derniers, les plus méprisés des méprisés: et non seulement ils revivent — et font revivre ceux qui sont aussi oubliés qu'eux — mais encore ils (nous) administrent une leçon pulvérisant l'idée que nous nous faisons, généralement, du développement et de l'aide au développement.

Coup de chapeau à Jean Buhler dont le travail d'information, depuis longtemps, en la matière, est unique en Suisse par sa constance et sa qualité humaine.

Et coup de béret à Swissaid, en passant, pour le boulot intelligent réalisé en Inde.

A SUIVRE

Nestlé serait-il en train de perdre la première place dans le classement des entreprises suisses, selon la capitalisation en bourse des actions? De fait, l'Union de Banques Suisses talonnait sérieusement la multinationale veveysanne dans le tableau du «Finanz- und Wirtschaft» du 8.12.1979. Depuis deux ans, l'évolution de ces deux leaders:

1.12.77: Nestlé, 7802 et UBS, 6796;

1.12.78: Nestlé, 7316 et UBS, 6457;

30.11.79: Nestlé, 7673 et UBS, 7640.

Parmi les 25 entreprises citées, les mutations sont les suivantes entre 1978 et 1979: Crédit Suisse (4) passe devant Hoffmann-La Roche, BBC (11) et Alusuisse laissent derrière eux «Winterthur» (13), Elektrowatt (15) devance Swissair (16); entre la 20^e et la 25^e place, progression de Landis & Gyr, Atel,

Banca del Gottardo et Banca della Svizzera italiana au détriment de Jelmoli et Pirelli.

* * *

Election complémentaire à la Municipalité de Lausanne. Pour le siège socialiste à repourvoir, grandes manœuvres des partis bourgeois, radicaux, libéraux, démocrates-chrétiens, assistés des environnementalistes (GPE): le 18 décembre, comme on sait, le candidat présenté par les socialistes lausannois n'était pas agréé. Au début de cette semaine, le deuxième acte se jouait sur fond d'épreuve de forces (au premier round, que diable allait chercher la petite délégation des spécialistes de l'environnement en ralliant à l'unanimité le camp bourgeois, appliqué à discréditer ce mode d'élection des membres de l'exécutif communal?). Au moment de mettre sous presse, l'issue de cette partie de bras-de-fer ne nous était pas connue. D'ores et déjà,

retenons un enseignement de cet épisode peu galvanisant de la vie politique lausannoise. On avait coutume de mettre l'accent sur la discipline de vote de gauche — que n'a-t-on pas entendu sur les communistes se prononçant systématiquement «aux ordres»? — Que dire alors de la mobilisation des élus bourgeois (+ GPE) capables de serrer les rangs sans aucune défection, et dans le plus grand secret, dans la perspective d'un minable «coup de théâtre»? Les grands esprits libéraux dans un seul moule?

* * *

La «Voix Ouvrière» n'est pas le seul journal romand à avoir abandonné la parution jour après jour à fin 1979: le «Jura bernois», le seul quotidien paraissant dans le Jura bernois (le «Journal du Jura» «sort» à Bienne), abandonne aussi ses fidèles lecteurs à d'autres publications quotidiennes.